

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 63 (1918)
Heft: 3

Rubrik: Chroniques et nouvelles

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

CHRONIQUE SUISSE

Une seconde lettre et la troisième épître aux Zofingiens. — Se défendre, mais ne pas attaquer. — Les peuples ignorent-ils les grandes passions collectives ? — Les démocraties sont-elles réfractaires à la guerre ? — Sont-elles à l'abri des abus des gouvernants ? — Lueurs d'espérance.

Voici la deuxième lettre annoncée par la chronique de février :

« Zurich, 29 janvier 1918.

» Rédaction de la *Revue militaire suisse*,

» Lausanne.

» Messieurs,

» Permettez-moi de vous adresser quelques remarques inspirées par la chronique suisse de votre numéro de janvier. Elles feront, je l'espère, connaître à l'auteur la mentalité de la jeunesse suisse dite intellectuelle, mentalité qu'il semble ignorer beaucoup et comprendre très peu.

» Chez les étudiants suisses, la question « pacifisme et suppression de l'armée » est à l'ordre du jour ; rien d'étonnant à cela, c'est la simple répercussion des événements contemporains. L'auteur de votre chronique appelle cela un mouvement d'idées spéculatives n'ayant rien à voir avec la réalité et rapproche le cas de ceux analogues constatés à la veille de toutes les décompositions sociales.

» Ce mouvement d'idées a beaucoup à voir avec la réalité ; c'est elle qui en est le point de départ. Loin de marcher à une décomposition sociale, nous cherchons l'évolution vers une nouvelle composition, et cela sans mysticisme ni utopies extravagantes.

» Tant que nous aurons besoin de nous défendre en tant que collectivité, l'armée sera nécessaire, et nous serons les premiers à la soutenir. Ce que nous voulons, c'est non pas renoncer à nous défendre, mais rendre l'armée inutile en supprimant toute possibilité d'attaque de la part de n'importe quel pays. En tant qu'individus, nous aurons toujours à nous défendre pour vivre parce que l'individu est sujet aux passions, à la haine. Un peuple ne connaît pas de passions collectives puissantes ; il ne voudra jamais la guerre ; et le jour où tous les peuples seront conscients de leurs actes et non plus à la merci de quelques individus, la guerre n'existera plus et l'armée pourra être supprimée. Un tribunal d'arbitrage avec ou sans police internationale suffira certainement à régler les litiges entre démocraties.

» Nous ne souhaitons pas la destruction de l'Etat ; celui-ci doit subsister car nous avons besoin d'une organisation de paix. Un groupement économique est nécessaire à la vie d'un peuple au même point qu'un groupement autour d'un même idéal, par exemple

démocratique pour nous. Cette manière de voir n'abolit pas l'idée de patrie qui subsiste en prenant une plus haute valeur morale. Nous avons heureusement évolué depuis l'époque que rappellent les pages de Jean de Muller ; nous ne sommes plus des bergers pillards comme les vieux Suisses le furent, mais nous avons encore à évoluer.

» Malgré ce qu'en pense l'auteur de la chronique, la jeunesse est encore l'âge de l'énergie ; mais notre énergie, nous l'employons à évoluer et à faire évoluer les autres dans le sens de notre idéal, dans le sens de ce qui nous paraît bon, juste et normal, et non pas à nous attacher désespérément à un état de choses que nous jugeons imparfait.

» Nous nous rendons parfaitement compte des difficultés matérielles que rencontrera la réalisation de nos idées ; mais c'est encore un des privilèges de la jeunesse d'avoir foi en l'avenir. On nous reproche de manquer de bon sens ; nous en avons certainement moins que nos aînés qui ont pour eux l'expérience. Il ne faudrait cependant pas confondre le bon sens avec le jugement du plus grand nombre, motivé souvent par la routine et l'inertie. Nous préférons à ce bon sens-là nos idées parfois un peu audacieuses.

» Pour terminer je dirai à l'auteur de la chronique que je suis Zofingien, que je n'étudie ni le droit, ni la théologie, ni la philosophie, ni les lettres, mais la science et que, de ce fait, je vénère l'expérience en tant qu'elle conduit au progrès.

» Ne sachant qui est votre chroniqueur, je vous serais reconnaissant de lui communiquer ces lignes pour qu'il en fasse ce que bon lui semblera.

» Agréez, etc....

» B. MECKENSTOCK. »

J'ai dit que cette lettre plaçait le débat sur le terrain juste, à mon avis. Cela ressort avec clarté du passage suivant : « Tant que nous aurons besoin de nous défendre en tant que collectivité, l'armée sera nécessaire, et nous serons les premiers à la soutenir. Ce que nous voulons, *c'est non pas renoncer à nous défendre*, mais rendre l'armée inutile en supprimant toute possibilité d'attaque de la part de n'importe quel pays. »

A la bonne heure. Mais il me sera bien permis de faire observer que la question est ainsi entièrement transformée ; elle n'est même plus posée. Si l'armée est nécessaire à la collectivité pour se défendre, et si les membres de la collectivité ne renoncent pas à sa défense, à quoi rime la discussion sur le refus du service militaire ?

En définitive, tout se résumerait en une recherche des moyens propres à empêcher une nation d'en attaquer une autre. Ces moyens trouvés, personne ne serait plus contraint de se défendre, puisque personne n'attaquerait plus.

Cependant, même ici, et surtout ici, il convient d'observer de très près les faits, et la nature humaine qui les dicte, afin de ne pas laisser une marge aux dangers du mysticisme, ou simplement d'un idéalisme hors nature. Je suis conduit à cette réserve par le passage qui suit immédiatement celui qui vient d'être rappelé :

« En tant qu'individus, nous aurons toujours à nous défendre pour vivre, parce que l'individu est sujet aux passions, à la haine. *Un peuple ne connaît pas de passions collectives puissantes ; il ne voudra jamais la guerre ;* et le jour où tous les peuples seront conscients de leurs actes et non plus à la merci de quelques individus, la guerre n'existera plus, et l'armée pourra être supprimée. Un tribunal d'arbitrage avec ou sans police internationale, suffira certainement à régler les litiges entre démocraties. »

Je ne demande pas mieux, et c'est bien à cela qu'il faut tendre ; mais j'avoue que je serais plus rassuré sur l'avènement de cet âge d'or, — où, même sans police, des peuples sans passions se soumettront au tribunal de quelques sages, — si mon honorable correspondant avait esquissé la moindre preuve à l'appui de ses affirmations bienveillantes. Je voudrais qu'il me prouvât, — non par des convictions personnelles inspirées de son bon cœur, — mais par l'histoire et la psychologie :

1° qu'un peuple ne connaît pas de passions collectives puissantes ;

2° qu'une démocratie ne voudra jamais la guerre ;

3° que les peuples seront jamais assez conscients, ou toujours assez conscients, pour ne pas se laisser dominer par le gouvernement qu'ils élisent, c'est-à-dire pour n'être pas à la merci des quelques individus qui le composent ;

4° que le droit des peuples plus que celui des individus est capable d'exister sans la sanction du gendarme, par la seule vertu de quelques arbitres, c'est-à-dire ici aussi de quelques individus désignés par quelques autres, et dépourvus de police internationale.

Sur tous ces points, et notamment sur les trois premiers, ce qui entraîne ma conclusion sur le quatrième, j'ai le regret d'avoir une opinion diamétralement opposée à celle de M. Meckenstock.

Mon contradicteur aurait le droit d'exiger que j'aligne des preuves, moi aussi. Combien ne serait-ce pas aisé ! Vingt volumes

annuels de la *Revue militaire suisse* n'épuiserait pas leur énumération. On pourrait glaner n'importe où, dans l'histoire de n'importe quels peuples, depuis trois mille ans qu'on possède cette histoire plus ou moins documentée ; toujours on aboutirait à la même constatation : le peu de poids des arguments et des raisonnements qui relèvent de l'intelligence et de la raison, et la prédominance énorme des passions collectives.

Par une coïncidence curieuse, j'ai reçu la lettre de M. Meckenstock comme je lisais la brochure d'un historien et d'un philosophe devant l'autorité duquel lui et moi pouvons nous incliner en toute confiance et modestie, le vicomte Bryce, président de l'Académie britannique. J'en étais au passage suivant, où l'auteur note les phénomènes psychologiques relevés par les historiens du passé au spectacle des nations en proie à la guerre, phénomènes que l'Europe d'aujourd'hui reproduit avec une saisissante réalité :

« Une passion identique s'empare en un moment de chaque citoyen, et de se savoir commune à d'autres, brûle plus ardente en chacun. On raconte que lorsque des moutons, paissants, dispersés sur une montagne, voient approcher un danger, ils se ramassent précipitamment en un troupeau serré, les bédriers rangés devant et faisant tête à l'ennemi : tous ne font plus qu'un, âme unique, peur unique, rage de terreur unique. De même, à l'heure du danger, une société humaine sent et agit comme un seul homme. La nation prend une réalité si vivante et si souveraine qu'elle devient à elle-même sa propre et unique loi, et n'a cure de l'opinion des autres nations. L'homme est perdu dans la foule et la foule sent plus qu'elle ne pense ¹. »

Il n'est même pas nécessaire d'évoquer des tableaux de guerre, ni de sortir de Suisse, pour démontrer que les passions collectives puissantes sont le principal ressort de l'action des peuples. Je soupçonne M. Meckenstock ne n'être pas encore en possession de ses droits électoraux, ou sinon, depuis trop peu de temps pour avoir examiné de près le processus d'un scrutin populaire. Qu'il s'y applique à la première occasion, quelque soit le scrutin, fédéral, cantonal ou communal ; qu'il étudie ensuite les grandes campagnes plébisci-

¹ *Réflexions d'un historien sur la guerre dans le passé et dans l'avenir*. Traduit de l'anglais par Lucien Herr. A. Colin, édit., Paris. Je conseille vivement cette lecture d'une très haute inspiration à mes contradicteurs zofingiens. Dans le même ordre d'idées, je les renvoie aux ouvrages du Dr Gustave Le Bon, notamment au plus connu d'entr'eux *La psychologie des foules*. Le même auteur vient de reprendre certaines de ses thèses dans un volume inspiré de la guerre actuelle : *Enseignements psychologiques de la guerre européenne*.

taires du passé, à titre de comparaison, le rachat des chemins de fer, par exemple, ou tout autre semblable ; qu'il observe l'évolution des arguments, depuis le début de la campagne, où l'intelligence des électeurs est encore mise à contribution, jusqu'à la veille du vote, où, pour le coup final, c'est aux passions que les chefs de parti font presque exclusivement appel. Lorsqu'il aura terminé cette étude, je serais fort étonné qu'il ne réformât pas son jugement.

A-t-il aussi consulté l'histoire, avant d'écrire que les peuples, c'est-à-dire les démocraties, ne voudront jamais la guerre ? Le temple de Janus n'a pas été fermé souvent sous la République romaine ; et les républiques grecques n'ont pas été de reste avec les monarchies pour se quereller entre elles. Y a-t-il eu évolution pacifique depuis lors, comme le croit, dans sa fervente illusion, mon sympathique correspondant ? Dans tous les cas, pas jusqu'à l'époque des républiques italiennes du moyen âge, et pas même jusqu'à la première République française, quoi que celle-ci, invoquant la fraternité des peuples, ait introduit dans sa Constitution de l'an III un article spécial par lequel elle s'interdisait toute guerre de conquête. M. Meckenstock ignorerait-il qu'en 1798, en pleine paix, les armées de la République française envahirent le territoire des républiques helvétiques ?

Et ici encore, on peut rester en Suisse. N'est-ce pas en 1847, — voilà soixante ans seulement de cela, — qu'un tiers de nos petites républiques démocratiques se battaient contre les deux autres tiers ? A la même époque, à peu près, une autre république, les Etats-Unis, déclarait la guerre au Mexique pour des motifs d'une probité douteuse. Quelques années plus tard, les Etats du Sud et ceux du Nord entamaient les uns contre les autres une guerre qui devait être parmi les plus longues et les plus acharnées du XIX^e siècle ; et à l'extrême fin de celui-ci, les mêmes Etats-Unis annexaient les Philippines et Cuba enlevées à l'Espagne. Qu'aurait-on fait de mieux sous une royauté ?

Il suffit d'ailleurs de s'instruire de la formation des castes dirigeantes et de la constitution des gouvernements pour s'apercevoir que même les régimes les plus largement populaires ne peuvent exister que sous la direction d'une petite fraction d'individus. Le gouvernement effectif du peuple par le peuple tout entier n'a jamais été possible nulle part, et lorsqu'il a été tenté, c'est-à-dire lorsque le gouvernement est devenu ochlocratique, un désastre a toujours terminé l'expérience. La débâcle actuelle du peuple russe n'est que le plus récent exemple. Tout le long de l'histoire, il n'en a jamais

été autrement. Si M. Meckenstock désire en savoir plus long sur ce point spécial, je lui conseillerai de lire le chapitre par lequel M. Vilfredo Pareto introduit son ouvrage sur *Les systèmes socialistes*. Il ne trouvera pas, sous une forme mieux résumée, de guide plus ferme et une documentation plus sûre. Et s'il veut savoir aussi combien facilement même les démocraties les mieux outillées pour le contrôle de leurs gouvernants restent « à la merci de quelques individus », il lui suffira de s'informer de ce qu'est « le cas Comtesse » et de son rôle dans le scrutin fédéral sur la loi d'assurances actuellement en vigueur.

Est-ce à dire qu'il faille désespérer à jamais de voir la paix régner entre les peuples ? Je n'irai pas jusque-là, et je crois que les expériences fâcheuses aidant, l'humanité a des chances de voir s'allonger, au moins sous l'empire de la civilisation actuelle, les intervalles qui séparent deux grandes guerres. Les quarante-quatre années de paix qui, dans l'Europe Occidentale, ont précédé la catastrophe de 1914 ont été déjà un spectacle inédit ; et il y a quelque consolation dans celui de la réprobation presque universelle que l'Empire allemand a soulevée contre lui. Mais il convient d'ajouter que cette réprobation atteint moins la guerre elle-même, semble-t-il, que la façon dont elle fut engagée et poursuivie par les Impériaux : la duplicité, le mensonge, le pharisaïsme, et, d'autre part, la barbarie, la bestialité dont ils l'ont entourée et qui les a déshonorés. Cela, plus que la déclaration de guerre, est cause du mépris profond dans lequel des hommes en nombre sans précédent dans l'histoire du monde terrestre tiennent aujourd'hui le nom allemand.

Il y a donc des lueurs d'espérance dans le ciel de l'avenir. Mais pour qu'elles ne s'évanouissent pas, il importe par-dessus tout que ceux dont elles émerveillent les yeux ne perdent pas la terre du pied ; qu'ils ne confondent pas l'espérance et la réalité ; et n'oublient pas la dure loi de nature qui veut que le bien lui-même et la justice ne triomphent qu'en appuyant sur la force leur lutte contre l'injustice et le mal.

* * *

Une troisième lettre nous est parvenue de la part des Zofingiens de Neuchâtel. Elle souscrit simplement « à la protestation que la section vaudoise a fait publier dans la livraison de février. »

F. F.



CHRONIQUE PORTUGAISE

(De notre correspondant particulier.)

Le bilan militaire portugais de 1917.

La dernière fois que votre chroniqueur vous a donné de ses nouvelles, — il y a presque un an (*R. M. S.* mai 1917), — il vous rendait compte de la participation directe et effective de l'armée portugaise à la guerre européenne à côté des armées alliées.

Une mission militaire d'étude et de préparation à la guerre nous a obligé à sortir du pays. Rentrant, après quelques mois de permanence en France, nous constatons que les circonstances continuent à nous imposer une réserve dans l'exposé des choses de guerre les plus intéressantes. Cette réserve ne va pas, toutefois, jusqu'au silence. Dans un pays en guerre, il y a toujours quelque chose à glaner qui intéresse autrui. Important ou non, le bilan d'une année de guerre laisse toujours un actif d'informations.

Les troupes portugaises, formant une unité supérieure autonome composée de toutes les armes, occupent un secteur spécial du front occidental dont la garde et la défense leur appartiennent tout entières. Il va sans dire que ce secteur n'a pas été assujéti jusqu'à présent à des situations de guerre trop mouvementées et dures ; aussi nos pertes ont-elles été limitées. Le corps expéditionnaire portugais constitue le gros appoint du pays, c'est le corps de sacrifice destiné à sanctionner la loyauté aux traités et l'intégrité du caractère national. Mais il y a plus. Le Portugal a tenu à donner à la France la preuve de son amitié et de sa sympathie ; il a exprimé son vif désir de collaborer avec la loyale nation française à l'obtention des idéaux de liberté et de justice qui sont l'apanage de ses dernières générations de penseurs et de gouvernants. Un corps d'artillerie lourde portugaise, tout à fait autonome, a été joint à l'artillerie lourde à grande puissance des Français.

Cet organisme, créé de toutes pièces, ne saurait être un puissant élément de victoire, mais il affirmera aux yeux du monde l'indignation qu'ont soulevée chez nous les procédés de guerre allemands, indignation profonde et qui ne disparaîtra pas de si tôt.

Notre effort militaire national en 1917 a été clairement résumé par notre ministre de la guerre à la tribune du Parlement. Le ministre a fait cet exposé au retour de son voyage en Europe. Il a débuté par un exposé succinct des événements qui ont précédé l'entrée du Portugal dans la lutte. Au moment où l'Allemagne a déclaré la guerre au Portugal, notre préparation militaire marchait

son train. Elle s'est activée lorsque, le 7 août 1916, le Parlement a été informé de l'appel de notre alliée, l'Angleterre, à une plus grande coopération militaire du Portugal en faveur des alliés.

Il appartenait au Portugal de fixer l'importance de cette coopération. A cet effet, une mission d'officiers anglais et français vint au Portugal en août 1916, afin d'étudier, d'accord avec des officiers portugais, la meilleure façon de l'organiser.

Le gouvernement mit la commission au courant des trois aspects principaux de notre participation : préparer, le plus vite possible, les forces à envoyer en France et donner ainsi l'impression d'une résolution prise consciemment par une nation libre et indépendante ; prévoir une organisation autonome et nationale du contingent ; en déterminer l'effectif selon les possibilités militaires, économiques et financières nationales. En conséquence, on décida l'envoi en France de la division d'instruction de Tancos, renforcée de telle façon qu'elle pût se charger de l'occupation d'un secteur, sans recours à des ressources étrangères.

L'effectif complet de cette division compta à peu près 40 000 hommes. En outre, le gouvernement mobilisa une autre division pour recevoir l'instruction de guerre aux alentours de Lisbonne.

D'accord entre les gouvernements portugais, français et anglais, les deux divisions réunies constitueraient un corps d'armée portugais opérant auprès des armées anglaises du front occidental. L'ensemble des forces, avec ses dépôts et les éléments de base (services de l'arrière), se monta à 55 000 hommes. On a évalué à 4000 hommes de toutes les armes le contingent mensuel à envoyer en France, afin de maintenir au complet l'effectif originaire. Pour l'armement, du corps d'armée, des conventions furent passées entre les gouvernements intéressés ; mais il y a lieu de remarquer que les premiers 40 000 hommes qui se sont embarqués à Lisbonne pendant les premiers mois de 1917 ont été pourvus de tout le matériel de guerre, artillerie, munitions, etc. directement par nos arsenaux. Plus tard, on reconnut qu'il y avait avantage à adopter le fusil anglais et les bouches à feu des autres armées alliées, cela surtout pour la facilité des ravitaillements, et les troupes ont reçu leur nouvel armement. Mais les dépenses de nourriture, transport, équipement, etc., furent payées par le trésor national.

Nous avons fait plus. Au début de 1917, le gouvernement français a demandé au nôtre avec l'appui du gouvernement anglais, un certain effectif de troupes d'artillerie, organisées en groupes de batteries, avec ses officiers, sergents, pointeurs, etc., pour constituer

un corps d'artillerie lourde. Une convention militaire fut souscrite par les deux gouvernements, fixant la limite minima de ce corps d'artillerie à 15 batteries et la limite maxima à 30. Le matériel et l'armement étaient fournis par le gouvernement français; mais le Portugal se réservait la faculté de le conserver ou non après la guerre, selon règlement à intervenir pendant la paix future.

Voilà pour l'Europe. En Afrique, les luttes coloniales ont absorbé, depuis le commencement de la guerre, de 30 à 35 000 hommes de troupes métropolitaines, qui, ajoutées aux troupes indigènes et coloniales, ont porté l'armée d'opération en Afrique à 45 000 hommes. C'est un extrêmement grand effort. Proportionnellement, aucune autre nation européenne n'en a fait un pareil dans les territoires d'outre-mer.

Le maintien de tous ces efforts a été considéré par l'orateur comme absolument indispensable jusqu'à la fin de la guerre européenne. Le pays procédera à la mobilisation des classes nécessaires. Les officiers seront fournis par l'Ecole de guerre, par les écoles de la milice, etc.

La grosse difficulté réside, en effet, dans la préparation des cadres ; mais l'expérience autorise à proclamer bien haut que jusqu'à présent tous nos cadres se sont présentés bien pénétrés de leurs devoirs. Dans ces conditions, il n'est pas d'obstacles difficiles qui ne doivent être vaincus. Le Portugal réussira complètement.

Ce résumé du discours du ministre de la Guerre éclaire exactement la situation. A noter que la séparation entre interventionnistes et non-interventionnistes tend à disparaître en face des événements et en présence des faits qui se passent au front portugais. Le pays se rend compte de plus en plus de l'importance internationale de son intervention dans la lutte, des intérêts de sa politique internationale et des avantages d'ordre moral qui sont en jeu. Il discerne la formation d'une dépendance mutuelle plus étroite de tous les peuples, produite par les nécessités économiques, et les relations commerciales, soit par une certaine égalité des aspirations politiques. Le Portugal, petite nation, propriétaire d'un vaste empire colonial, ne saurait subsister comme pays libre sans se rattacher à un fort système d'alliances, ou, au moins, sans s'allier à une puissance qui, par un traité de devoirs mutuels, le garantisse contre des agressions possibles. Ces nécessités de politique générale ont été affirmées par la grande guerre d'une façon impressionnante. Le conflit entre les deux groupes de nations s'est transformé en une lutte de deux principes opposés de gouvernement, de deux systèmes politiques

contradictoires. L'Allemagne menace à la fois l'indépendance des nations et la souveraineté des peuples. Le Portugal, condamné par l'Allemagne à disparaître, ne pouvait se soustraire à la camaraderie des nations fières et nobles qui défendent les droits des peuples.

Dans l'ordre moral, le Portugal, comme les nations alliées, défend le patrimoine d'une civilisation de plusieurs siècles, civilisation qui repose sur les notions de justice et de droit dont les religions et les philosophies ont imprégné l'humanité. Nous nous opposons à ce que le mal, imposé par la force, étouffe dans l'âme humaine les aspirations au bien qui l'ont élevée au-dessus de la sauvagerie primitive. Le Portugal est entré dans la croisade contre l'esprit de malignité ; le sang des siens coule pour les œuvres de paix et de fraternité humaines. Grand artisan dans l'histoire passée de la civilisation du monde, il ne pouvait pas se mettre à l'écart de la tragique aventure qui doit conduire les peuples à une pacification universelle, dernière étape de la grande et folle lutte qui ensanglante la terre.

INFORMATIONS

SUISSE

Le brûlot W. — *Description.* — Le brûlot W est une reconstitution de celui en usage dans l'armée serbe où il rend des services appréciés comme combustible de fortune. Il se présente sous la forme d'un cylindre d'environ 10 mm. de haut, 15 mm. de diamètre et d'un poids de 15 à 17 gr.

Composition. — Papier de journal roulé et imprégné de paraffine, dans la proportion de 60 à 65 % (du poids du papier).

Inflammation. — Former une mèche en taillant une esquille sur le bord supérieur, la relever légèrement en forme d'ergot et l'allumer.

Combustion. — Un brûlot de 15 mm. brûle dans un local fermé pendant environ 30 minutes et permet de porter à 60° un ½ litre d'eau d'une température initiale de 10°; en triplant le nombre de brûlots, ce résultat s'obtient en 10 à 15 minutes.

Fabrication. — Elle est très simple et peut s'effectuer par la troupe à temps perdu, soit par des corvées, des hommes punis, ou des hommes de garde.